

en développement, une stratégie internationale de l'énergie, un programme alimentaire mondial et le lancement de certaines grandes réformes du système économique international. Le rapport est le fruit de nombreux et inévitables compromis, et certaines parties seront controversées. Les compromis qui pourront intervenir aux Négociations mondiales pourraient être tout autre. Mais le rapport reste un exemple de ce que peuvent réaliser des gens responsables du Nord et du Sud. Le fait que les auteurs n'aient pas été assujettis aux contraintes des charges publiques n'enlève rien à la valeur du rapport qui devrait notamment permettre de sensibiliser l'opinion publique dans les démocraties industrielles. Un nouveau groupe de travail du Parlement canadien qui se penche actuellement sur les questions Nord-Sud en fera abondamment usage.

Enfin, le rapport Brandt a très utilement fait ressortir la nécessité d'inventer de nouvelles façons de dialoguer — même parallèlement aux Négociations mondiales — et a suggéré la tenue d'un nouveau sommet Nord-Sud. Comme je l'ai déjà indiqué, le Canada souscrit à cette proposition.

#### **Les pays industrialisés**

Même si je m'attends à ce que les pays de l'OCDE adoptent des approches fort différentes des Négociations mondiales, je me réjouis du nombre des points que nous partageons. Les sept pays du Sommet ont déclaré qu'ils aborderaient les Négociations dans un "esprit positif". Nous avons convenu de la nécessité d'aider les pays en développement à conserver et à développer les sources d'énergie, de valoriser leurs compétences et de s'attaquer aux grands problèmes sous-jacents de l'alimentation et de la démographie. Au Sommet, nous avons également accepté de passer en revue nos politiques et pratiques d'aide ainsi que nos autres apports aux pays en développement. Cet examen sera à l'ordre du jour du Sommet qui se tiendra au Canada l'an prochain. Je ne sous-estime pas les difficultés d'un examen qui soit à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés.

A un autre plan, les pays développés conviennent de l'importance de prendre des mesures nationales décisives en vue d'assainir le climat économique et politique international. La lutte contre l'inflation, la réduction de la consommation pétrolière et le développement de nouvelles technologies de l'énergie sont des objectifs nationaux dont la réalisation devrait améliorer les relations Nord-Sud. Le Canada ne croit toutefois pas que leur réalisation peut ou doit précéder de nouvelles réformes dans les relations Nord-Sud; nombre de nos problèmes fondamentaux découlent en effet du désordre dans lequel est plongé le système économique international, et il est illusoire de croire que chacun peut régler isolément ses problèmes internes. Voilà ce que veut réellement dire l'interdépendance.

Le Canada se distingue à divers égards par ses perspectives et ses politiques sur les questions Nord-Sud. Comme la plupart de nos partenaires de l'OCDE, nous jouissons d'un niveau de vie élevé et avons des industries fort avancées: chez nous, ce sont surtout les réacteurs nucléaires, les télécommunications et l'aéronautique. Mais au contraire de certains de nos grands partenaires, nous sommes également un très net importateur de technologie; pour les multinationales, nous sommes plus souvent un pays d'implantation qu'un pays siège. Notre économie reste largement axée sur les ressources et nous sommes un exportateur net d'énergie. Nos biens n'entrent en